

LA BANQUE D'ALGÉRIE «À L'ÉCOUTE» DES EXPORTATEURS

Vers la prolongation des délais de rapatriement des devises

Le ministre du Commerce a réussi hier à mettre autour de la même table exportateurs algériens et le gouverneur général de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Au cours de cette rencontre au siège du département du commerce, les exportateurs algériens, issus de divers domaines (pharmaceutique, agroalimentaire, boissons et jus, électroménager), ont exposé leurs doléances liées aux contraintes induites par une réglementation des changes jugée contraignante et qu'ils ont appelé à revoir.

Ce que semble avoir reçu favorablement le gouverneur de la Banque d'Algérie qui a promis d'alléger les délais de rapatriement des devises à l'export, une des nombreuses revendications des exportateurs qui se plaignent des délais courts (180 jours actuellement). «Je n'ai aucun problème à alléger les délais (de rapatriement des devises, Ndlr) et je le ferai», a ainsi promis Mohamed Loukal, un connaisseur du domaine de l'export, lui qui a eu à diriger la Banque extérieure d'Algérie (BEA). Il a égale-

ment promis d'introduire progressivement la notion de paiement au comptant et la notion de paiement à crédit ; une instruction de la BA sortira incessamment dans ce sens, souligne Loukal.

Il prend l'engagement de «tout faire» pour desserrer l'étau des contraintes sur l'acte d'export en agissant d'abord sur les contraintes opérationnelles qui relèvent des prérogatives de son institution. «Nous ferons tout ce qui relève de la BA et ce, de nature à permettre l'allègement des contraintes à l'export, une première circulaire sortira prochainement relative au traitement du délai de rapatriement (des devises) et qui consacre l'exportation au comptant et l'exportation à crédit avec, comme corollaire, une assurance crédit à l'export qui va sécuriser l'exportateur et lui permettre de gérer son fonds de roulement», a indiqué Loukal. Ce dernier rassure les opérateurs algériens versés dans l'export que la monnaie



Réunion ministère du Commerce-Banque d'Algérie.

nationale s'est stabilisée face aux autres monnaies notamment l'euro et le dollar, sachant que nombre d'exportateurs se plaignent des pertes qu'ils subissent du fait de la dépréciation du dinar.

«L'euro est aujourd'hui à 119 alors qu'il était à 124 le 17 août dernier ; le dollar qui subit une pulsion forte sur les marchés internationaux est contenu dans cette proportion entre 109 et 111

dinars», a expliqué le gouverneur de la BA.

Les exportateurs algériens ont, lors de leur prise de parole, soulevé des contraintes liées aux délais jugés courts pour le rapatriement des devises, mais aussi des problèmes inhérents à l'impossibilité de réaliser des transferts de devises pour prendre en charge les frais inhérents au travail de leurs coopérateurs algériens, ou encore l'interdiction qui

leur est faite de faire des opérations marketing à l'étranger pour promouvoir leurs propres produits. Les opérateurs qui exportent des produits électroménagers (Bomar Company, Condor) ont exposé au gouverneur de la BA la «non-possibilité» de réaliser des opérations de service après-vente (SAV) du fait de l'interdiction de réaliser des transferts d'argent vers l'étranger.

Y. D.

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE À DISTANCE

Cinq mille étudiants déjà inscrits

Engagé à titre expérimental, au niveau des universités de Blida, Constantine, Oran et Alger 2 et 3, l'enseignement universitaire à distance rencontre un certain succès.

Cinq mille étudiants sont déjà inscrits et suivent leurs formations dans les filières ouvertes au niveau des cinq universités. Cette annonce a été faite, hier, par Tahar Hadjar, MESRS, qui était en visite de travail, dans la journée d'hier, à Tizi-Ouzou.

Intervenant à l'inauguration d'un séminaire international organisé par le laboratoire des pratiques linguistiques de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, le ministre insistera sur l'importance que revêt cette expérience dans le domaine de l'enseignement universitaire hors les murs qui s'appuie sur les avancées des technologies numériques et de l'internet. S'il permet de mettre l'enseignement universitaire algérien au diapason des pratiques universelles dans le domaine, ce dispositif, cette «nouvelle stratégie du secteur», selon les termes usités par le ministre, décline, en filigrane, les impératifs des réductions budgétaires imposées par la conjoncture économique que traverse notre pays.

Il est donc attendu de cette expérience pilote qui sera étendue à d'autres universités du pays de réduire la pression

qu'exerce de façon exponentielle l'augmentation des effectifs d'étudiants sur les infrastructures universitaires en matière pédagogique et d'hébergement. Mettre fin aux disparités en matière d'encadrement pédagogique entre les universités du nord et celles du sud du pays est l'autre finalité de ce dispositif qui vise, par l'usage des TIC, à l'en-

seignent universitaire hors des salles de cours, au plus grand nombre.

Dans ce sens, Tahar Hadjar annonce le lancement prochain d'une chaîne de télé-enseignement. La diffusion des programmes de ladite chaîne dont les équipements techniques de dernière génération sont déjà installés n'attend que l'autorisa-

tion des autorités concernées. L'UFC sera également mis à contribution dans le cadre d'une opération qui connaîtra une première évaluation en fin de l'année en cours.

Signalons que Tahar Hadjar a inspecté les chantiers de réalisation d'infrastructures pédagogiques et d'hébergement sises au niveau du pôle universitaire

de Tamda qui accusent un retard sur les délais de réalisation impartis. T. Hadjar tiendra une rencontre qui regroupera les autorités rectores et les syndicats «pour, nous dira le secrétaire général du CNES-Tizi-Ouzou, aplanir les difficultés qui persistent au niveau de l'université de Tizi-Ouzou»

S. A. M.

COOPÉRATION UNION EUROPÉENNE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'exemplarité du système finlandais

Entamée lundi, la rencontre réunissant experts algériens et européens sur le passage de l'université algérienne à «un mode de gestion managérial par la mise en place de projets d'établissements» s'est poursuivie, hier, au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist).

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - C'est l'exemplarité du système éducatif finlandais qui a été mis en évidence lors de cette deuxième et dernière journée du colloque. En effet, le succès de celui-ci n'est pas anodin puisque les initiatives finlandaises dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement supérieur ont valu au pays le classement de son système dans les tops internationaux. 93% des élèves réussissent leurs études secondaires et 66% entament des études supérieures, soit le plus haut taux de l'Europe.

La professeure Pirjo Koivula, conseillère de l'éducation au Conseil national de l'éducation en Finlande, a développé dans son exposé les clés de l'efficacité de leur système.

La forte autonomie des écoles finlandaises font que chacune d'elle élabore son propre projet d'établissement, en choisissant également ses propres manuels. Ce fonctionnement est tellement fructueux et qualitatif que «lorsque des parents viennent nous demander quelle est la meilleure école pour inscrire leurs enfants, nous leur conseillons de choisir la plus proche de chez eux», a indiqué l'intervenante.

Toutefois, le facteur déterminant est «la formation continue des formateurs, éducateurs et enseignants», a-t-elle assuré. Effectivement, ils ne sont en classe que 4 heures par jour, et ont 2 heures de formation continue par semaine. Les enseignants sélectionnés, entièrement pris en charge par l'Etat, doivent incarner l'excellence et l'exem-

plarité. Puisque sur le nombre total des candidats à ce poste, seulement 10% sont retenus. D'ailleurs, le statut d'enseignant en Finlande est l'équivalent de celui d'un médecin en France.

La formation de ces formateurs est tellement poussée que ces derniers sont appelés à maîtriser «divers domaines outre leur spécialité, la pédagogie, la sociologie et l'utilisation des nouveaux supports TIC et du digital», a indiqué P. Koivula. De plus, ils sont également jugés sur «leurs interactivité, créativité, innovation et coopération avec leurs élèves et étudiants», a-t-elle ajouté. «Puisqu'ils ne doivent pas seulement transmettre leur savoir mais surtout leurs savoir-faire et compétences».

Et ce sont, naturellement, leurs qualités personnelles et leur inventivité qui vont susciter l'intérêt et la curiosité de leurs élèves pour assimiler et évoluer tout au long de leur cursus.

N. B.